

*Initiatives ministérielles*

C'était là la teneur de la recommandation acceptée par le gouvernement de Mackenzie King en août, au moment de la sanction royale du projet de loi modifiant la Constitution pour transférer la responsabilité des programmes d'assurance-chômage au gouvernement fédéral. C'était l'engagement pris par le gouvernement libéral de l'époque et aujourd'hui, les conservateurs au pouvoir à Ottawa se soustraient à cet engagement et renient la Constitution même du Canada. Ils refilent toutes les dépenses associées à la caisse d'assurance-chômage aux travailleurs et à l'entreprise privée. Les conservateurs sont les plus grands défenseurs de l'entreprise privée.

Parlons maintenant de promesses rompues. Je me limiterai à quelques exemples pour ne pas y passer toute la journée. Le premier ministre a officiellement déclaré qu'il ne diminuerait pas le déficit au détriment des programmes sociaux. Le premier ministre et l'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avaient promis de maintenir le niveau général des dépenses à ce chapitre et qu'ils ne toucheraient pas aux budgets des programmes sociaux pour réduire le déficit. Ils avaient aussi promis de conserver l'universalité des programmes s'adressant aux personnes âgées et aux familles. Ces promesses ont sombré dans l'oubli. L'universalité en tant que principe de gouvernement est chose du passé.

Pendant la dernière campagne électorale, le ministre des Finances et le premier ministre ont traité de menteur le chef de l'opposition, député de Vancouver Quadra et chef du Parti libéral, parce qu'il avait affirmé qu'après les élections, les programmes sociaux et les programmes de développement régional seraient attaqués. Mais voici ce que le gouvernement a fait depuis les élections: récupération des prestations de vieillesse et des allocations familiales, compressions à VIA Rail, un outil de développement régional, retrait du programme de l'assurance-chômage et réduction des prestations versées dans le cadre de ce programme, et mise au rancart du programme de garderies qu'il avait promis. Vous souvenez-vous encore de ce programme de garderies si joliment concocté que les conservateurs allaient proposer au Parlement? Une mesure joliment figolée, mais c'était avant les élections. Après, le gouvernement l'a laissée tomber comme une patate chaude. Le gouvernement sabre pour 7,464 milliards de dollars dans les paiements de transfert aux provinces au titre des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire au cours de cinq prochaines années.

Nous connaissons tous la phrase célèbre du premier ministre: «Il ne serait jamais question de toucher au dépôt sacré que sont les pensions.» Il a essayé ensuite de désindexer les pensions de vieillesse, et il cherche mainte-

nant à récupérer une partie de ces prestations auprès des personnes âgées.

Voyons voir à qui il faut attribuer la déclaration suivante: «Nous réduirons les dépenses. Nous n'augmenterons pas les impôts qui sont déjà trop élevés au Canada». Devinez qui a fait cette déclaration? Nul autre que le ministre des Finances le 6 mars 1984. Quel revirement! Songeons que depuis 1984, le gouvernement a décrété 31 hausses des impôts. Et je ne compte pas la TPS qui nous pend au-dessus de la tête.

Les recettes fiscales fédérales ont augmenté de 48 milliards de dollars depuis 1984. Le ministre des Finances a pourtant dit qu'il n'augmenterait pas les impôts. Il allait faire baisser le déficit en réduisant les programmes gouvernementaux. C'était facile à faire en 1984. Mais après toutes ces mesures, le déficit est toujours hors de contrôle. Vous vous souvenez de la chanson, malgré ses serments, ses promesses. . . ?

Voilà tout un hommage à la capacité de jugement du ministre des Finances actuel. Le 23 mai 1985, il a fait la déclaration suivante: «Nos mesures vont réduire directement le déficit annuel à la fin de la décennie en le faisant passer de plus de 20 milliards de dollars à 18 milliards de dollars.» Nous sommes maintenant à la fin de la décennie et son propre ministère des Finances nous a annoncé que le déficit s'élève à 30,5 milliards de dollars. Ce n'est pas mal pour un ministre des Finances, il ne s'est trompé que de 12,5 milliards de dollars dans ses prévisions.

Il a ajouté: «Le défi que nous avons à relever en 1984 était de rétablir la stabilité financière et la confiance dans la gestion des finances du gouvernement. Le seul moyen d'y parvenir était de fixer un plan budgétaire à moyen terme qui réduise le déficit de façon constante et de s'y tenir.» C'est exactement ce qu'il a fait. Je suppose que Ronald Reagan ou Margaret Thatcher pourrait facilement en dire autant. Mais le fait est qu'il a suivi ce plan merveilleux. Quels en sont les résultats? Le déficit a augmenté ne serait-ce que depuis trois ans.

Je voudrais faire les citations suivantes: «Il a fallu plus d'un siècle, de Sir John A. Macdonald à Lester B. Pearson, pour accumuler une dette fédérale de 18 milliards de dollars», y compris le coût de deux guerres mondiales, «En avril prochain, cette dette aura atteint 180 milliards de dollars. En dépit d'une décennie de beaux discours sur la responsabilité financière, le gouvernement emprunte maintenant plus de 20 milliards de dollars par an seulement pour payer les intérêts de la dette.»

C'est ce qu'a dit le premier ministre le 22 mars 1984. Mais il a surpassé tous les autres. Il peut se vanter d'avoir en cinq ans augmenté la dette nationale du Canada de